

APPUI AUX INVESTISSEMENTS DES UNITES INDUSTRIELLES

Références :

- REGLEMENT (CE) N°1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale, publié le 1^{er} novembre 2006 au JOUE,
- XR 61/2007 – Régime cadre d'aide publique à finalité régionale

I. OBJECTIFS ET DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

Objectifs globaux et spécifiques

Il s'agit de réduire le coût du capital afin d'offrir un facteur favorable en matière d'investissement matériel. En effet, l'un des seuls avantages compétitifs dont dispose aujourd'hui la Réunion tient dans sa capacité à financer les créations d'activités et des outils de production intégrant des nouvelles technologies locales et permettant d'améliorer la productivité et de s'adapter aux évolutions du marché.

Descriptif technique

Les projets éligibles doivent correspondre aux programmes suivants :

- la création d'activités ;
- l'extension de capacités ;
- la modernisation au travers d'une amélioration dans le produit ou le procédé de production ;
- le développement de l'innovation ;
- les investissements visant à réduire les nuisances industrielles afin d'améliorer l'insertion des entreprises dans l'environnement, pourvu que l'aide apportée ne fausse pas la concurrence (par exemple, aide d'une entreprise non équipée alors que son concurrent est déjà équipé sur ses fonds propres).

II. NATURE DES DEPENSES RETENUES / NON RETENUES

Dépenses retenues

- matériel de production - équipements de laboratoire et de contrôle de la production -
- travaux d'aménagement et d'agencement des locaux directement liés au projet d'investissement (cloisons, installation électrique, carrelage incliné dans l'agroalimentaire...)
- matériel installé spécifiquement sur un véhicule pour les besoins de l'activité
- dépenses immatérielles (études, conseil, honoraires...) oui si elles sont directement associées au programme d'investissement

III. CARACTERISTIQUES PARTICULIERES DU DEMANDEUR

Secteur d'activité ou domaine

Entreprises du secteur productif à caractère industriel, services aux entreprises, régulièrement inscrits dans les registres légaux.

Les secteurs suivants sont inéligibles :

- industrie sucrière (3) ;
- industrie relevant du BTP et productions d'agrégats situées en amont de ce secteur d'activité.

Peuvent être prises en compte au titre de cette mesure, les entreprises dont l'effectif est de cinq emplois au moins et dont le capital technique excède 150.000 euros. Les entreprises qui ne respectent pas ce critère sont examinées au titre des dispositifs relevant des Très Petites Entreprises (TPE).

Statut du demandeur

Les entreprises bénéficiaires sont les entreprises de moins de 500 salariés soit PME/PMI, soit détenues majoritairement par des groupes de moins de 2000 salariés, soit détenues minoritairement par des groupes de plus de 2000 salariés.

Ces entreprises sont éligibles, quel que soit leur statut, à l'exception des entreprises individuelles. En particulier : les entreprises publiques, les SEM, les ateliers protégés et les coopératives sont éligibles.

Concentration géographique de l'intervention

Entreprises dont le siège social est ou sera implanté à la Réunion.

IV. MODALITES FINANCIERES

Taux de subvention :

- * 30 % de l'assiette éligible ;
- * 50 % si les conditions suivantes sont simultanément remplies :
 - incidence sur l'emploi (création de 10 emplois minimum)
 - potentiel à l'export directement généré par le programme (25 % du C.A. à l'export).

Plafonds :

Assiette éligible plafonnée à 3 millions d'euros.

V. PROCEDURES

L'aide ne peut être accordée au titre du présent régime d'aide que si le bénéficiaire a présenté une demande écrite à cet effet avant le début des travaux¹ et si le service instructeur (Région – DAE) a ensuite confirmé par écrit que, sous réserve de vérifications plus détaillées, le projet en principe remplissait les conditions d'admissibilités fixées dans le régime.

Ainsi, tous les projets pour lesquels des dépenses, à l'exclusion de celles relatives aux études préliminaires, ont été effectuées avant la date d'éligibilité ne peuvent bénéficier d'aide.

S'agissant des mêmes coûts éligibles, cette d'aide peut être cumulée avec d'autres aides provenant d'autres régimes à finalité régionale ou à finalité différente, d'origine locale, régionale, nationale ou communautaire. Ce cumul devra respecter les règles de plafonds autorisés par la CE (cf carte des aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007 -2013)

VI. DUREE DE VALIDITE

Le présent dispositif est valable jusqu'au 31 décembre 2008.

¹ L'expression "début des travaux" signifie soit le début des travaux de construction, soit le premier engagement ferme de commander des équipements, à l'exclusion des études préliminaires.

